

Procès-verbal du Conseil de la Municipalité de Saint-François-du-Lac

LE 12 DÉCEMBRE 2016

PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ DE
SAINT-FRANÇOIS-DU-LAC

Procès-verbal de la séance ordinaire du Conseil de la Municipalité de Saint-François-du-Lac, tenue au lieu habituel des séances, le **12 décembre 2016 à 20h00.**

SONT PRÉSENTS :

M. Pierre Yelle, maire
MM. Jean Duhaime, conseiller
Daniel Labbé, conseiller
Réjean Gamelin, conseiller
M^{me} Peggy Péloquin, secrétaire-trésorière

SONT ABSENTS :

M. Pascal Théroux, conseiller
M. Yves Plante, conseiller
Mme Julie Bouchard, conseillère

Assistance : 3 citoyens

1. Ouverture de la séance

Monsieur le maire, Pierre Yelle, débute la séance par un moment de recueillement, et souhaite la bienvenue aux personnes présentes et poursuit la séance.

2. Quorum

Les membres présents formant quorum sous la présidence de monsieur Pierre Yelle, la séance est déclarée régulièrement constituée à 20h07.

16-12-203

3. Lecture et adoption de l'ordre du jour

Monsieur le maire procède à la lecture de l'ordre du jour;
Il est proposé par le conseiller Daniel Labbé
Appuyé par le conseiller Réjean Gamelin
Et résolu unanimement par le conseil (*Monsieur le maire n'exerce pas son droit de vote*)

QUE le point « Affaires nouvelles » demeure ouvert à tout autre sujet pouvant survenir durant la séance;

D'ADOPTER l'ordre du jour tel que rédigé par la secrétaire-trésorière.

16-12-204

4. Adoption du procès-verbal de la séance ordinaire du 14 novembre 2016

La secrétaire-trésorière présente le procès-verbal de la séance ordinaire du 14 novembre 2016;

CONSIDÉRANT que chaque membre du conseil a reçu copie du procès-verbal;

CONSIDÉRANT que les délibérations inscrites au procès-verbal reflètent fidèlement les décisions du Conseil;

EN CONSÉQUENCE,

Il est proposé par le conseiller Réjean Gamelin
Appuyé par le conseiller Daniel Labbé
Et résolu unanimement par le conseil (*Monsieur le maire n'exerce pas son droit de vote*)
QUE le préambule ci-dessus fait partie intégrante de la présente résolution;

Procès-verbal du Conseil de la Municipalité de Saint-François-du-Lac

D'ADOPTER sans lecture le procès-verbal de la séance ordinaire du 14 novembre 2016 tel que présenté par la secrétaire-trésorière.

16-12-205

5. OMH – Adoption du budget révisé 2016 et du budget 2017

CONSIDÉRANT que l'Office municipal d'habitation de Saint-François-du-Lac a soumis un budget pour l'année 2017 au montant de 211 087 \$ pour les revenus et au montant de 277 888 \$ pour les dépenses;

CONSIDÉRANT que le déficit s'élève à 66 801 \$, soit 60 121 \$ payable par la Société d'Habitation du Québec et 6 680 \$ par la municipalité réparti comme suit :

Un déficit de 5 250 \$ pour la résidence Lassiseraye et un déficit de 1 105 \$ pour la résidence Bruyère;

CONSIDÉRANT que l'Office municipal d'habitation de Saint-François-du-Lac a également soumis un budget révisé pour l'année 2016, et que le déficit prévu pour notre municipalité est de 6 420 \$ au lieu de 5 722 \$, et qu'il est réparti comme suit :

Un déficit de 5 983 \$ pour la résidence Lassiseraye et un déficit de 437 \$ pour la résidence Bruyère;

EN CONSÉQUENCE,

Il est proposé par le conseiller Jean Duhaime

Appuyé par le conseiller Daniel Labbé

Et résolu unanimement par le conseil (*Monsieur le maire n'exerce pas son droit de vote*)

QUE le préambule ci-dessus fait partie intégrante de la présente résolution;

D'APPROUVER le budget 2017 de l'Office municipal d'habitation de Saint-François-du-Lac;

D'APPROUVER également le budget révisé 2016 de l'Office municipal de Saint-François-du-Lac.

16-12-206

6. Bélanger Sauvé, avocats – Abonnement 2017

CONSIDÉRANT que le cabinet Bélanger Sauvé offre un contrat de service de consultation pour l'année 2017;

CONSIDÉRANT que ce service est de 1 500 \$, plus les taxes applicables, incluant le service de base et la vérification juridique des procès-verbaux des réunions de conseil;

EN CONSÉQUENCE,

Il est proposé par le conseiller Jean Duhaime

Appuyé par le conseiller Daniel Labbé

Et résolu unanimement (*Monsieur le maire n'exerce pas son droit de vote*)

QUE le préambule ci-dessus fait partie intégrante de la présente résolution;

D'ACCEPTER l'offre de service de consultation annuel couvrant la période du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2017 pour les services du cabinet Bélanger Sauvé à titre d'avocats de la municipalité selon les termes de la lettre du 28 novembre 2016;

DE RÉSERVER dans les prévisions budgétaires 2017 le montant applicable pour ce paiement;

D'AUTORISER l'engagement de la présente dépense en janvier 2017;

Procès-verbal du Conseil de la Municipalité de Saint-François-du-Lac

D’AFFECTER au poste budgétaire 02-130-00-412 «Services juridiques avocats» les crédits suffisants afin de donner plein effet à la présente résolution.

16-12-207

7. Vente pour non-paiement des taxes municipales et/ou scolaires

CONSIDÉRANT qu’un avis de vente d’immeuble a été transmis au cours du mois de novembre 2016 aux personnes endettées envers la municipalité pour les impôts fonciers échus pour les années 2014-2015;

CONSIDÉRANT qu’en vertu des articles 1023 et ss. du Code municipal du Québec, la secrétaire-trésorière doit, si elle en reçoit l’ordre du conseil, transmettre avant le 20 décembre de chaque année au bureau de la municipalité régionale de comté, un extrait des propriétés à être vendues pour défaut de paiement des taxes municipales et scolaires;

EN CONSÉQUENCE,

Il est proposé par le conseiller Daniel Labbé

Appuyé par le conseiller Réjean Gamelin

Et résolu unanimement par le conseil (*Monsieur le maire n’exerce pas son droit de vote*)

QUE le préambule ci-dessus fait partie intégrante de la présente résolution;

D’APPROUVER la liste des immeubles à être vendues pour défaut de paiement des taxes municipales et scolaires pour les exercices 2014-2015;

DE RATIFIER les ententes de paiement conclues avec quelques contribuables;

DE TRANSMETTRE à la MRC de Nicolet-Yamaska, un extrait des propriétés à être vendues par enchère publique, le tout accompagné d’un état des taxes;

DE RETENIR le cas échéant, les services professionnels de Me Louise Péloquin, notaire, pour la description de ces immeubles, s’il y a lieu;

D’ORDONNER au besoin, l’inscription d’une hypothèque légale contre les biens meubles et immeubles dont une redevance municipale est supérieure à 5 000 \$;

D’AUTORISER l’engagement de la présente dépense;

D’AFFECTER au poste budgétaire 02-130-00-411 « Honoraires professionnels » s’il y a lieu, les crédits suffisants afin de donner plein effet à la présente résolution.

16-12-208

8. L’Annonneur – Vœux pour le temps des fêtes

CONSIDÉRANT que le conseil municipal a réservé un espace publicitaire dans un journal local pour souhaiter les meilleurs vœux pour le temps des fêtes;

CONSIDÉRANT que le journal «L’Annonneur» a publié l’espace publicitaire pour un montant de 285 \$ plus les taxes applicables pour un espace d’un quart de page en couleur;

EN CONSÉQUENCE,

Il est proposé par le conseiller Réjean Gamelin

Appuyé par le conseiller Daniel Labbé

Et résolu unanimement par le conseil (*Monsieur le maire n’exerce pas son droit de vote*)

QUE le préambule ci-dessus fait partie intégrante de la présente résolution;

D’ENTÉRINER le paiement pour l’espace publicitaire pour les vœux du temps des fêtes dans le journal « L’Annonneur » au montant de 285 \$ plus les taxes applicables;

D’AUTORISER l’engagement de la présente dépense;

Procès-verbal du Conseil de la Municipalité de Saint-François-du-Lac

D’AFFECTER au poste budgétaire 02-190-00-345 « Publication Avis » les crédits suffisants afin de donner plein effet à la présente résolution.

16-12-209

9. Adoption du calendrier des séances du conseil pour l’année 2017

CONSIDÉRANT que les municipalités locales doivent, depuis le mois de décembre 2008, établir par résolution le calendrier des séances ordinaires pour l’année suivante en fixant le jour et l’heure du début de chacune des séances selon l’article 148 du Code municipal;

CONSIDÉRANT que ce calendrier devra faire l’objet d’un avis public conformément à la loi et selon l’article 148.0.1 du Code municipal;

EN CONSÉQUENCE,

Il est proposé par le conseiller Réjean Gamelin

Appuyé par le conseiller Jean Duhaime

Et résolu unanimement par le conseil (*Monsieur le maire n’exerce pas son droit de vote*)

QUE le préambule ci-dessus fait partie intégrante de la présente résolution;

QUE le calendrier des séances ordinaires pour l’année 2017 est le suivant :

- Lundi 16 janvier 2017
- Lundi 13 février 2017
- Lundi 13 mars 2017
- Lundi 10 avril 2017
- Lundi 08 mai 2017
- Lundi 12 juin 2017
- Lundi 10 juillet 2017
- Lundi 14 août 2017
- Mardi 05 septembre 2017 (Exception)
- Lundi 02 octobre 2017 (Exception avant élections)
- Lundi 13 novembre 2017
- Lundi 11 décembre 2017

QUE toutes les séances débuteront à 20 heures et se dérouleront à la salle du conseil, située au deuxième étage du 400, rue Notre-Dame à Saint-François-du-Lac;

QUE le calendrier sera également affiché par un avis public aux deux endroits habituels et publié au mois de janvier dans le bulletin spécial du budget 2017.

16-12-210

10. Régie de gestion des matières résiduelles du Bas Saint-François – Quote-part 2017

CONSIDÉRANT que notre quote-part municipale s’élève à 162 300 \$ pour l’année 2017;

CONSIDÉRANT que le conseil de la municipalité est en accord avec la teneur de ce budget;

EN CONSÉQUENCE,

Il est proposé par le conseiller Réjean Gamelin

Appuyé par le conseiller Daniel Labbé

Et résolu unanimement par le conseil (*Monsieur le maire n’exerce pas son droit de vote*)

QUE le préambule ci-dessus fait partie intégrante de la présente résolution;

D’ACCEPTER la quote-part de 2017 au montant de 162 300 \$;

Procès-verbal du Conseil de la Municipalité de Saint-François-du-Lac

DE RÉSERVER aux prévisions budgétaires 2017, une contribution égale à 162 300 \$.

16-12-211

11. Confirmation de la participation financière pour l'édition 2017 du Vélo sur la Rivière

CONSIDÉRANT qu'en 2016, le montant prévu à l'article 10 de l'entente, a été de 80 % de 5 000 \$, soit 4 000 \$ pour la Municipalité de Pierreville, 4 000 \$ pour la Municipalité de Saint-François-du-Lac et 2 000 \$ pour Odanak, puisque le surplus ponton peut être affecté s'il y a lieu;

CONSIDÉRANT que les Municipalités membres sont d'accord pour budgéter le même montant que l'an dernier pour la quote-part, soit 4 000 \$ pour les 2 municipalités et de 2 000 \$ pour Odanak, pour l'année 2017;

EN CONSÉQUENCE,

Il est proposé par le conseiller Daniel Labbé

Appuyé par le conseiller Jean Duhaime

Et résolu unanimement par le conseil (*Monsieur le maire n'exerce pas son droit de vote*)

QUE le préambule ci-dessus fait partie intégrante de la présente résolution;

DE PRÉVOIR dans les prévisions budgétaires 2017 une quote-part de 4 000 \$;

D'AUTORISER les crédits suffisants afin de donner plein effet à la présente résolution lors du paiement de la quote-part en 2017.

16-12-212

12. Aquatech – Acceptation de l'offre de services 2017

CONSIDÉRANT que la firme Aquatech offre ses services pour la prise en charge des installations d'interception et de traitement des eaux usées de notre municipalité pour l'année 2017;

CONSIDÉRANT que le contrat s'élève à 23 000 \$ plus les taxes applicables (24 147,12 \$ net);

EN CONSÉQUENCE,

Il est proposé par le conseiller Réjean Gamelin

Appuyé par le conseiller Daniel Labbé

Et résolu unanimement par le conseil (*Monsieur le maire n'exerce pas son droit de vote*)

QUE le préambule ci-dessus fait partie intégrante de la présente résolution;

DE MANDATER la firme Aquatech pour janvier 2017 jusqu'au 31 décembre 2017;

D'AFFECTER au poste budgétaire 02-415-00-411 « Honoraires professionnels – Égouts » les crédits suffisants afin de donner plein effet à la présente résolution au budget 2017.

AVIS

13. Avis de motion – Règlement numéro 10-2016 relatif à la taxation du cours d'eau Gill

Le conseiller Réjean Gamelin donne avis de motion qu'il sera présenté pour adoption, un règlement numéro 10-2016 relatif à la taxation du cours d'eau Gill.

Dans le but de préciser la portée du présent avis de motion et de demander dispense de lecture lors de l'adoption du règlement, une copie du projet de règlement est immédiatement remise à tous les membres du conseil.

Procès-verbal du Conseil de la Municipalité de Saint-François-du-Lac

16-12-213

14. Adoption du règlement numéro 07-2016 modifiant le règlement numéro 02-2014 relatif au Code d'éthique et de déontologie des élus municipaux

CONSIDÉRANT que le législateur (l'Assemblée nationale) a adopté le 10 juin 2016 le Projet de loi 83 (Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière municipale concernant notamment le financement politique, 2016, c.17);

CONSIDÉRANT que cette loi a été sanctionnée le même jour;

CONSIDÉRANT que parmi les nombreuses modifications à différentes lois concernant les organismes municipaux, il faut noter l'obligation faite aux municipalités et aux MRC de modifier les codes d'éthiques (élus et employés);

CONSIDÉRANT que l'avis de motion du présent règlement a été donné à la séance ordinaire du 14 novembre 2016, par le conseiller Réjean Gamelin;

EN CONSÉQUENCE,

Il est proposé par le conseiller Réjean Gamelin

Appuyé par le conseiller Daniel Labbé

Et résolu unanimement (Monsieur le maire n'exerce pas son droit de vote)

QUE le préambule fait partie intégrante du présent règlement;

QUE le conseil de la Municipalité de Saint-François-du-Lac ordonne et statue par le présent règlement ainsi qu'il suit à savoir :

Article 1

De modifier le règlement numéro 02-2014 en ajoutant l'article 7.1 suivant :

Il est interdit à tout membre d'un conseil de la municipalité de faire l'annonce, lors d'une activité de financement politique, de la réalisation d'un projet, de la conclusion d'un contrat ou de l'octroi d'une subvention par la municipalité, sauf si une décision finale relativement à ce projet, contrat ou subvention a déjà été prise par l'autorité compétente de la municipalité.

Également, le membre du conseil qui emploie du personnel de cabinet doit veiller à ce que ces employés respectent l'interdiction prévue au premier alinéa. En cas de non-respect de cette interdiction par l'un de ceux-ci, le membre du conseil en est imputable aux fins de l'imposition des sanctions prévues à l'article 31.

Article 2

Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la loi.

Il y a également confirmation que toutes les formalités prévues à la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale, concernant la procédure d'adoption, ont été respectées.

16-12-214

15. Adoption du règlement numéro 08-2016 remplaçant le règlement numéro 03-2013 sur la prévention et la protection contre les incendies

CONSIDÉRANT que la Municipalité de Saint-François-du-Lac doit, en respect de son Plan de mise en œuvre du Schéma de couverture de risques incendie, collaborer à la mise à niveau d'une réglementation municipale uniformisée sur la prévention et la protection contre les incendies et à la sécurité des personnes;

CONSIDÉRANT qu'un avis de motion du présent règlement a été régulièrement donné à la séance ordinaire du conseil tenue le 14 novembre 2016 par le conseiller Daniel Labbé;

Procès-verbal du Conseil de la Municipalité de Saint-François-du-Lac

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire pour la Municipalité de Saint-François-du-Lac de fixer certaines règles favorisant la prévention des incendies et encadrant entre autres certaines pratiques;

EN CONSÉQUENCE,

Il est proposé par le conseiller Daniel Labbé

Appuyé par le conseiller Jean Duhaime

Et résolu unanimement (Monsieur le maire n'exerce pas son droit de vote)

QUE le préambule fait partie intégrante du présent règlement;

QUE le conseil de la Municipalité de Saint-François-du-Lac ordonne et statue par le présent règlement ainsi qu'il suit à savoir :

TABLE DES MATIÈRES

	Page
PRÉAMBULE	47
DÉFINITION	47
SECTION 1	
PROTECTION CONTRE LES INCENDIES	49
1.1 Constructions dangereuses.....	49
1.2 Matériaux décoratifs.....	49
1.3 Cuisinières ou friteuses commerciales.....	49
1.4 Encombrement des balcons.....	49
1.5 Bâtiment vacant.....	50
1.6 Amoncellement de matériaux.....	50
1.7 Conteneur à déchets ou rebuts permanent.....	50
1.8 Inspection par un spécialiste.....	50
1.9 Système d'alarme incendie.....	50
1.10 Installations électriques.....	50
1.11 Séparation coupe-feu.....	51
1.12 Mesures de protection suite à une intervention.....	51
1.13 Droits acquis.....	51
SECTION 2	
ADRESSE CIVIQUE	51
2.1 Adresse civique.....	51
2.2 Adresse civique à plus de 10 mètres.....	51
2.3 Adresse civique, embranchement.....	52
SECTION 3	
PRÉVENTION DES INCENDIES	52
3.1 Pouvoirs du directeur.....	52
3.2 Pouvoirs du directeur, prévention.....	52
3.3 Obligations des propriétaires et/ou occupants.....	52
3.4 Avis de correction.....	52
SECTION 4	
LES ISSUES ET L'ACCÈS AUX ISSUES	53
4.1 Obligation du propriétaire.....	53
4.2 Obligation du locataire.....	53
4.3 Issue commune.....	53
4.4 Issue supplémentaire.....	53
4.5 Balcon enneigé.....	53
4.6 Éclairage et indication des issues.....	53

Procès-verbal du Conseil de la Municipalité de Saint-François-du-Lac

SECTION 5

RAPPORTS D'INSPECTION ANNUELLE	53
5.1 Rapports.....	53

SECTION 6

AVERTISSEURS D'INCENDIE	54
6.1 Exigences.....	54
6.2 Installation.....	54
6.3 Nombre de détecteurs ou d'avertisseurs.....	54
6.4 Détecteur additionnel.....	54
6.5 Escaliers.....	54
6.6 Chambres.....	54
6.7 Mode d'installation.....	54
6.8 Raccordement interdit.....	54
6.9 Réseau détecteur et avertisseur.....	54
6.10 Mise hors service du réseau.....	55
6.11 Utilisation.....	55
6.12 Nouveaux bâtiments.....	55
6.13 Déclenchement automatique.....	55
6.14 Responsabilité du propriétaire.....	55
6.15 Changement des piles.....	56
6.16 Directives d'entretien.....	56
6.17 Obligation du locataire.....	56
6.18 Avis au propriétaire.....	56
6.19 Exclusion.....	56
6.20 Remplacement.....	56

SECTION 7

FEUX EN PLEIN AIR	56
7.1 Dispositions générales.....	56
7.1.1 Interdiction d'allumer un feu.....	56
7.1.2 Permis requis avant l'allumage.....	56
7.1.3 Responsabilité.....	57
7.1.4 Fumée.....	57
7.1.5 Extinction d'un feu.....	57
7.2 Feu de joie.....	57
7.2.1 Autorisation et permis.....	57
7.2.2 Conditions d'obtention.....	57
7.2.3 Révocation du permis.....	58
7.2.4 Surveillance.....	58
7.2.5 Extinction d'un feu, refus.....	58
7.2.6 Extinction d'un feu, constat d'infraction.....	58
7.2.7 Validité.....	58
7.3 Feux de foyer extérieur.....	59
7.3.1 Dispositions générales.....	59
7.3.2 Exclusion.....	59
7.3.3 Structure du foyer.....	59
7.3.4 Utilisation des foyers extérieurs.....	59
7.3.5 Fumée.....	59

Procès-verbal du Conseil de la Municipalité de Saint-François-du-Lac

SECTION 8

PIECES PYROTECHNIQUES	59
8.1 Définitions.....	59
8.2 Feux d'artifice, vente libre.....	60
8.3 Conditions d'utilisation.....	60
8.4 Feux d'artifice, entreposage.....	60
8.5 Conditions d'obtention de permis de feux d'artifice en vente Contrôlée.....	60
8.6 Obligation du détenteur.....	61
8.7 Validité du permis.....	61
8.8 Permis.....	61
8.9 Conditions d'utilisation des grands feux d'artifice et des pièces pyrotechniques à effet théâtral.....	61
8.10 Pyrotechnie intérieure.....	61

SECTION 9

GAZ COMPRIMÉS	62
9.1 Gaz comprimés, localisation.....	62
9.2 La soupape de décharge.....	62
9.3 Sécurité.....	63

SECTION 10

BOUTEILLE ET RESERVOIR DE GAZ PROPANE	63
10.1 Installation des bouteilles et des réservoirs de gaz propane.....	63
10.2 Application.....	63
10.3 Déclaration.....	63
10.4 Normes applicables.....	63
10.5 Protection contre les chocs.....	63
10.6 Entreposage des bouteilles.....	63
10.7 Dérogation à la présente section.....	63
10.8 Obligations des compagnies de remplissage.....	64

SECTION 11

BORNES D'INCENDIES	64
11.1 Dispositions générales.....	64
11.1.1 Espace libre.....	64
11.1.2 Construction.....	64
11.1.3 Neige.....	64
11.1.4 Utilisation.....	64
11.1.5 Altération.....	64
11.2 Bornes d'incendie privées.....	65
11.2.1 Système privé.....	65
11.2.2 Poteau indicateur de bornes d'incendie privées.....	65
11.3 Prises d'eau sèches pour incendie.....	65
11.3.1 Espace libre.....	65
11.3.2 Construction.....	65
11.3.3 Utilisation.....	65

SECTION 12

MATERIEL DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE	65
12.1 Système de gicleurs automatique.....	65
12.1.1 Généralités.....	65
12.1.2 Emplacement.....	65
12.1.3 Mise hors de service d'un système de gicleurs.....	66
12.1.4 Accessibilité et entretien.....	66
12.1.5 Connexion entrée gicleur.....	66
12.2 Extincteurs portatifs.....	66
12.2.1 Extincteurs portatifs.....	66
12.2.2 Autres risques.....	66
12.2.3 Classe K.....	66
12.2.4 Entretien.....	66

Procès-verbal du Conseil de la Municipalité de Saint-François-du-Lac

SECTION 13	
DETECTEUR DE MONOXYDE DE CARBONE	66
13.1 Installation.....	66
13.2 Disposition transitoire.....	67
SECTION 14	
ACCES AU BATIMENT	67
14.1 Clefs.....	67
SECTION 15	
APPAREILS DE CHAUFFAGE	67
15.1 Appareils de chauffage à combustibles solides.....	67
15.1.1 Généralités.....	67
15.1.2 Interdiction.....	68
15.1.3 Matières combustibles.....	68
15.1.4 Appareil de chauffage électrique.....	68
15.1.5 Appareil de chauffage à combustible solide extérieur.....	68
15.2 Cheminées.....	69
15.2.1 Nettoyage.....	69
SECTION 16	
FAUSSES ALARMES ET AUTRES DISPOSITIONS	69
16.1 Définitions.....	69
16.2 Responsabilité.....	69
16.2.1 Responsabilités de l'utilisateur.....	70
16.2.2 Autorité de faire cesser une alarme de plus de 20 minutes.....	70
16.2.3 Requête de séparation.....	70
16.2.4 Avis.....	70
SECTION 17	
VENDEUR ITINERANT	70
17.1 Vendeur itinérant en matière de sécurité incendie.....	70
SECTION 18	
RESPONSABILITE DU PROPRIETAIRE, DU LOCATAIRE, DE L'OCCUPANT OU DU MANDATAIRE	71
18.1 Responsabilité.....	71
SECTION 19	
INFRACTIONS ET PÉNALITÉS	71
19.1 Contravention.....	71
19.2 Emission des constats.....	71
19.3 Infraction.....	71
19.4 Entrée en vigueur.....	71

RÈGLEMENT SUR LA PRÉVENTION ET LA PROTECTION CONTRE LES INCENDIES

LE PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante du présent règlement.

Le présent règlement a pour objectif d'établir des exigences pour la prévention et la protection contre les incendies et la sécurité des personnes dans les bâtiments se trouvant sur le territoire de la Municipalité de Saint-François-du-Lac et ce, afin d'assurer un milieu de vie sécuritaire pour l'ensemble de la population.

DÉFINITION

Aux fins du présent règlement, les mots et expressions suivants signifient :

Procès-verbal du Conseil de la Municipalité de Saint-François-du-Lac

Avertisseur de fumée : Détecteur de fumée avec sonnerie incorporée, conçu pour donner l'alarme dès la détection de fumée à l'intérieur de la pièce dans laquelle il est installé ou à proximité de celle-ci.

Bâtiment : Toute construction utilisée ou destinée à être utilisée pour abriter ou recevoir des personnes, des animaux et/ou des choses.

Détecteur de fumée : Dispositif détectant la présence des particules visibles ou invisibles produites par la combustion, qui déclenche automatiquement un signal, et portant un sceau d'homologation (ou certification).

Directeur : Le directeur du Service de sécurité incendie ou tout employé autorisé à agir en son nom.

Détecteur de monoxyde de carbone : Détecteur avec sonnerie incorporée, conçu pour donner l'alarme dès la détection de monoxyde de carbone dans la pièce ou la suite dans laquelle il se trouve.

Lieu protégé : Un terrain, une construction, un ouvrage protégé par un système d'alarme.

Logement : Bâtiment ou partie d'un bâtiment servant ou destiné à servir de domicile.

Occupant : Toute personne qui loue, occupe ou fait usage d'un immeuble.

Propriétaire : Désigne toute personne détenant un droit de propriété sur un immeuble ou un bien mobilier.

Système d'alarme : Tout appareil, bouton de panique ou dispositif destiné à avertir en cas d'incendie ou de fumée, ou à avertir de la présence d'un intrus, de la commission d'une infraction ou d'une tentative d'effraction ou d'infraction dans un lieu protégé situé sur le territoire de la municipalité.

Utilisateur : Toute personne physique ou morale qui est propriétaire ou locataire ou occupant d'un lieu protégé.

Voie prioritaire : Allée ou voie de libre circulation aménagée dans le périmètre immédiat des édifices d'importance, identifiée par des enseignes ou panneaux spécifiques et réservée exclusivement à la circulation ou au stationnement de véhicules d'urgence.

SSI : Service de sécurité incendie de la Municipalité de Saint-François-du-Lac (en l'occurrence la Régie d'incendie Pierreville – Saint-François-du-Lac) selon la situation qui prévaut dans la municipalité.

SECTION 1

PROTECTION CONTRE LES INCENDIES

1.1 Constructions dangereuses

- a) Tout bâtiment endommagé suite à un incendie doit être solidement barricadé par son propriétaire.
- b) Le propriétaire de tout bâtiment incendié doit, sur ordre du directeur, ou son représentant, solidement le barricader dans les douze (12) heures suivant l'extinction de l'incendie et il doit le demeurer tant que les travaux de rénovation ou de démolition ne sont pas terminés. À défaut par le propriétaire d'y procéder dans ce délai, le directeur, ou son représentant, pourra faire exécuter les travaux requis, le tout aux frais du propriétaire.
- c) Le propriétaire d'un bâtiment endommagé par un incendie et dont une partie risque de s'écrouler doit procéder à la consolidation ou à la démolition des structures dangereuses, ainsi qu'au nettoyage du site. À défaut par le propriétaire d'y procéder dans les délais prescrits par le directeur, ou son représentant, et suite à la réception d'un avis verbal ou écrit à cet effet, la municipalité pourra effectuer ou faire effectuer les travaux requis, le tout aux frais du propriétaire.

Procès-verbal du Conseil de la Municipalité de Saint-François-du-Lac

1.2 Matériaux décoratifs

Dans un lieu public, un hôtel, un établissement hospitalier ou d'assistance, salle de réunion ou de spectacle ou dans un édifice public, il est interdit d'utiliser les matériaux décoratifs constitués de paille, de foin, de plantes séchées, d'arbres résineux tels que le sapin, le pin et l'épinette ou des branches de ceux-ci, de nitrocellulose ou de papier crêpé, sauf s'ils rencontrent les exigences de la norme CAN/ULC-S109-03 « Essais de comportement au feu des tissus et pellicules ininflammables ».

1.3 Cuisinières ou friteuses commerciales

Une cuisinière ou une friteuse commerciale doit être conforme à la norme NFPA 96, Standard for Ventilation Control and Fire Protection of Commercial Cooking Operations.

La hotte aspirante d'une cuisinière ou une friteuse commerciale doit être reliée à un conduit d'échappement et respecter les normes suivantes :

- a) être installée à plus de 2,1 m du plancher;
- b) être munie d'un filtre;
- c) être équipée d'un système d'extincteur fixe approprié.

Le conduit d'échappement sur une friteuse, s'il traverse des pièces occupées, doit être isolé ou être équipé d'un système d'extincteurs automatiques approprié.

1.4 Encombrement des balcons

Il est interdit d'entreposer ou de laisser des biens de toute sorte de façon à encombrer ou à obstruer un balcon ou une véranda. Cet endroit doit être accessible, utilisable en tout temps et déneigé lors de la saison hivernale.

1.5 Bâtiment vacant

Le propriétaire d'un bâtiment vacant situé à l'intérieur du périmètre urbain de la municipalité doit, en tout temps, s'assurer que les locaux sont libres de débris ou de substances inflammables et exempts de tout danger pouvant causer des dommages à autrui. Toutes les ouvertures doivent être convenablement fermées et verrouillées ou barricadées de façon à prévenir l'entrée de personnes non autorisées.

1.6 Amoncellement de matériaux

Le fait de constituer ou de laisser sur un terrain ou près d'un bâtiment un amoncellement de matériaux susceptible de causer un risque d'incendie ou de nuire au travail des pompiers constitue une nuisance et est prohibé.

1.7 Conteneur à déchets ou rebuts permanent

Un conteneur à matières recyclables ou à matières résiduelles doit demeurer fermé en tout temps et doit être laissé à une distance d'au moins trois (3) mètres de tout bâtiment ou, avec l'autorisation du directeur, ou son représentant, à tout autre endroit qui présente le moins de risque de propagation en cas d'incendie.

Les bacs roulants de 360 litres et moins ne sont pas visés par la présente disposition.

1.8 Inspection par un spécialiste

Lorsqu'au cours d'une inspection il est trouvé des anomalies particulières relatives à l'électricité ou à la structure ou à une installation de chauffage d'un bâtiment, le directeur, ou son représentant peut demander au propriétaire du bâtiment de faire procéder, à ses frais, à une inspection effectuée par un professionnel reconnu, lequel doit faire rapport par écrit au SSI.

Procès-verbal du Conseil de la Municipalité de Saint-François-du-Lac

Commet une infraction tout propriétaire qui refuse ou néglige de se conformer à cette demande.

1.9 Système d'alarme incendie

Si un système d'alarme incendie ne permet pas de transmettre un signal au service d'incendie, il faut placer une affiche à chaque déclencheur manuel, demandant que le service d'incendie soit prévenu en composant le **911** et en indiquant l'adresse du bâtiment.

1.10 Installations électriques

Un espace libre d'au moins 1 mètre autour des panneaux de contrôle, de distribution et de commande doit être maintenu de façon permanente afin de permettre l'accès à l'autorité compétente.

Les boîtes, coffrets, garnitures, luminaires et douilles de lampe doivent être fixés solidement et tout panneau de distribution doit être muni d'un couvercle.

Toute boîte de sortie, d'interrupteur ou de jonction doit être munie d'un couvercle répondant aux normes pour les appareils d'éclairage.

Les installations électriques doivent être utilisées et entretenues de manière à ne pas constituer un risque excessif d'incendie.

Nul ne peut utiliser un cordon d'alimentation amovible pour un usage permanent.

1.11 Séparation coupe-feu

Les séparations coupe-feu qui sont endommagées au point que leur degré de résistance au feu est diminué doivent être réparées de façon à recouvrer leur intégrité.

1.12 Mesures de protection suite à une intervention

Le propriétaire ou le locataire d'un bâtiment ou d'un véhicule à l'égard duquel le SSI doit intervenir est tenu de se rendre sur les lieux afin d'assurer la protection des lieux ou du véhicule une fois l'intervention terminée.

En cas de défaut de la part du propriétaire ou du locataire de prendre de telles mesures, le SSI ou un agent de la paix appelé sur les lieux peut :

- a) dans le cas d'un immeuble résidentiel, verrouiller les portes ou, si cela est impossible, utiliser tout autre moyen nécessaire afin d'assurer la protection de l'immeuble;
- b) dans le cas d'un immeuble autre que résidentiel, faire surveiller l'endroit par un agent de sécurité jusqu'à ce qu'une personne autorisée par l'utilisateur ne rétablisse le système d'alarme et assure la sécurité de l'immeuble;
- c) dans le cas d'un véhicule routier, verrouiller les portes ou, si cela est impossible, faire remorquer et remiser le véhicule dans un endroit approprié, et ce, aux frais du propriétaire.

Les dépenses encourues pour assurer la protection d'un bâtiment ou du véhicule suite à une telle intervention sont à la charge du propriétaire ou du locataire de ce lieu ou véhicule.

1.13 Droits acquis

En plus des dispositions administratives générales, le présent règlement comporte la particularité suivante :

Aucun droit acquis à l'égard d'un lot, d'un terrain, d'une construction, d'un bâtiment d'un ouvrage, d'un équipement ou partie de l'un d'eux n'a pour effet d'empêcher l'application d'une quelconque disposition du présent règlement relatif à la sécurité incendie.

Procès-verbal du Conseil de la Municipalité de Saint-François-du-Lac

SECTION 2 ADRESSE CIVIQUE

2.1 Adresse civique

Tout bâtiment doit être muni d'une adresse civique (numéro municipal) dont les chiffres ont une dimension minimale de 77 mm (3 po.) de hauteur et de 50 mm (2 po.) de largeur sur fond contrastant. De plus, la plaque devra être installée en permanence en façade du bâtiment et être visible de la voie publique.

2.2 Adresse civique à plus de 10 mètres

Pour les bâtiments situés à plus de 10 mètres de la voie publique, cette plaque devra être installée sur le terrain du propriétaire en bordure de l'emprise de rue.

2.3 Adresse civique, embranchement

Lorsque le bâtiment est situé sur une route secondaire ne donnant pas sur la voie publique, une plaque indiquant le numéro civique devra être installée à chaque embranchement y conduisant.

SECTION 3 PRÉVENTION DES INCENDIES

3.1 Pouvoirs du directeur

Le directeur, ou son représentant, peut visiter et photographier, entre 9 h et 21 h ou en tout temps en cas d'urgence, tout terrain, maison, bâtisse commerciale, industrielle ou institutionnel, ou tout autre bâtiment afin de s'assurer que les lois et règlements y sont observés.

3.2 Pouvoirs du directeur, prévention

Le directeur, ou son représentant, peut visiter, photographier et examiner entre 9 h et 21 h tout terrain, bâtiment, maison, bâtisse commerciale, industrielle ou institutionnel, ou tout autre bâtiment afin de proposer différents moyens pour la protection de ces occupants ou pour prévenir les incendies, aider à élaborer des plans d'évacuation des lieux ou toute autre intervention concernant la sécurité du public.

3.3 Obligations des propriétaires et/ou occupants

- a) Pour l'application des articles 3.1 et 3.2, toute personne est tenue de laisser le directeur ou ses représentants visiter l'intérieur et l'extérieur de tout bâtiment construit ou en construction afin de constater si les dispositions du présent règlement sont respectées. Ils peuvent adopter toute mesure jugée nécessaire pour protéger la vie, la sécurité et la propriété des citoyens de la municipalité et pour prévenir les dangers du feu tel que prévoit la loi sur la sécurité incendie.
- b) Le propriétaire ou l'occupant doit fournir au directeur ou ses représentants toute assistance raisonnable dans l'exécution de leurs fonctions.
- c) Le propriétaire ou l'occupant de tout bâtiment qui reçoit un avis écrit de l'autorité compétente, indiquant le non-respect du présent règlement doit, dans le délai fixé, prendre les mesures requises pour corriger la situation.

3.4 Avis de correction

Advenant le non-respect de l'une des dispositions du présent règlement, le directeur, ou son représentant, peut, au préalable, sans préjudice à émettre un constat d'infraction, émettre un avis par le biais de courrier recommandé informant le propriétaire ou l'occupant des mesures requises pour corriger la situation; cet avis est signifié à celui à qui il est adressé par courrier, en

Procès-verbal du Conseil de la Municipalité de Saint-François-du-Lac

personne, ou à une autre personne raisonnable, à son domicile ou à sa place d'affaires, même à celle qu'il occupe en société avec une autre.

SECTION 4

LES ISSUES ET L'ACCÈS AUX ISSUES

4.1 Obligation du propriétaire

Le propriétaire ou occupant d'un bâtiment doit prendre toutes les mesures nécessaires afin que chaque issue et accès aux issues du bâtiment soient en tout temps accessibles et en bon état de fonction.

4.2 Obligation du locataire

Dès qu'une partie de bâtiment est louée pour une période de plus de six (6) mois, le locataire doit prendre toutes les mesures nécessaires afin que chaque issue de la partie de bâtiment louée soit en tout temps accessible et en bon état de fonction.

4.3 Issue commune

Dans le cas d'une issue commune à plusieurs locataires, le propriétaire doit prévoir, dans le contrat de location, lequel est responsable de l'entretien de l'issue. À défaut, le propriétaire est responsable de l'entretien de l'issue.

4.4 Issue supplémentaire

Lorsque des personnes occupent ou louent une partie du demi-sous-sol ou du sous-sol d'un bâtiment, le directeur du SSI peut exiger l'aménagement, par le propriétaire dudit bâtiment, d'une issue supplémentaire.

Commet une infraction tout propriétaire qui refuse ou néglige de se conformer à cette exigence dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la réception d'un avis à cet effet.

4.5 Balcon enneigé

Les balcons, coursives, escaliers extérieurs et les accès d'un immeuble doivent être libres de neige, glace ou de tout autre débris.

Le propriétaire ou le locataire de tout bâtiment doit s'assurer de ne pas laisser s'accumuler de neige ou tout autre matière dans les chemins d'issue du bâtiment menant à la voie publique ainsi que sur les coursives et escaliers extérieurs.

4.6 Éclairage et indication des issues

Les issues et l'accès aux issues des établissements de réunions, hôtels, maisons de touristes, maisons de chambres, maisons d'appartement, pensionnats, hôpitaux, garderies, maisons d'enseignement ou tout autre bâtiment qui sont occupés pendant la soirée, la nuit ou lorsque l'éclairage ambiant ne permet pas de bien localiser ces issues ou les accès à celles-ci, doivent être suffisamment éclairés. Ces issues doivent être identifiées au moyen d'un panneau lumineux.

SECTION 5

RAPPORTS D'INSPECTION ANNUELLE

5.1 Rapports

Le propriétaire de tout bâtiment où sont installés des équipements de sécurité incendie tels que système d'alarme, système de gicleurs automatique, extincteurs portatifs, éclairage de secours, ou un système de hotte de cuisine commerciale doit avoir en sa possession tous les rapports et certificats de vérification et de nettoyage de ces équipements lesquels doivent être disponibles en tout temps pour vérification par le directeur ou son représentant. Ce dernier peut également exiger qu'on lui remette une copie desdits documents.

Procès-verbal du Conseil de la Municipalité de Saint-François-du-Lac

SECTION 6

AVERTISSEURS D'INCENDIE

6.1 Exigences

Des avertisseurs ou des détecteurs de fumée doivent être installés dans chaque pièce d'un bâtiment où l'on dort, autre que les logements ou résidences.

6.2 Installation

L'avertisseur ou le détecteur de fumée à l'intérieur des logements doit être installé entre chaque aire où l'on dort et le reste du logement.

Toutefois, lorsque les aires où l'on dort sont desservies par des corridors, l'avertisseur ou le détecteur de fumée doit être installé dans ces corridors.

6.3 Nombre de détecteurs ou d'avertisseurs

Dans un logement comportant plus d'un étage, au moins un détecteur ou un avertisseur de fumée doit être installé à chaque étage à l'exception des greniers non chauffés et des vides sanitaires.

6.4 Détecteur additionnel

Lorsque l'aire d'un étage excède cent trente mètres carrés (130 m²), un avertisseur ou un détecteur de fumée additionnel doit être installé pour chaque unité ou partie d'unité de cent trente mètres carrés (130 m²) excédentaires.

6.5 Escaliers

Un détecteur de fumée doit être installé dans chaque gaine ou cage d'escalier lorsque cette issue est protégée par des portes à chaque extrémité.

6.6 Chambres

Dans un logement où des chambres sont louées, un avertisseur ou un détecteur de fumée doit être installé dans chacune des chambres offertes en location.

6.7 Mode d'installation

L'avertisseur ou le détecteur de fumée doit être fixé au plafond ou à proximité de celui-ci, conformément aux directives d'installation fournies par le fabricant de l'appareil.

6.8 Raccordement interdit

L'avertisseur de fumée exigé par le présent règlement ne doit pas être raccordé à un réseau détecteur et avertisseur d'incendie installé en vertu d'un autre règlement provincial ou municipal.

6.9 Réseau détecteur et avertisseur

Un réseau détecteur et avertisseur satisfait au présent règlement si toutes les conditions suivantes sont respectées, à savoir que :

- a) des avertisseurs d'incendie soient installés partout où des détecteurs de fumée sont requis par le présent règlement;
- b) des dispositifs d'alarme soient installés à proximité de toutes les pièces où l'on dort et à chaque étage;
- c) toutes les composantes du système d'alarme incendie portent le sceau d'homologation (ou certification);
- d) l'installation de ces systèmes d'alarme incendie soit faite suivant les recommandations du fabricant.

6.10 Mise hors service du réseau

En cas de mise hors service temporaire, même partielle, d'un réseau avertisseur d'incendie pour une raison quelconque, y compris pour des travaux d'entretien ou une inspection périodique, des mesures doivent être prises pour s'assurer que tous les occupants du bâtiment pourront être

Procès-verbal du Conseil de la Municipalité de Saint-François-du-Lac

informés rapidement et que le Service d'incendie soit prévenu si un incendie se déclare pendant la durée de l'interruption.

6.11 Utilisation

Lorsqu'un réseau avertisseur d'incendie est installé dans un bâtiment, nul ne peut utiliser ce réseau à d'autres fins que celles d'alerter la population du bâtiment en cas d'incendie ou de désastre. Tout avertisseur sonore, autre que le réseau avertisseur d'incendie, doit avoir un son différent.

6.12 Nouveaux bâtiments

Dans les nouveaux bâtiments résidentiels et dans les bâtiments où l'on dort faisant l'objet de rénovations dont le coût estimé, aux fins de l'émission du permis de rénovation, excède soixante-quinze pour cent (75 %) de l'évaluation foncière du bâtiment, les avertisseurs ou les détecteurs de fumée doivent être raccordés de façon permanente à un circuit électrique et il ne doit y avoir aucun dispositif de sectionnement entre le dispositif de protection contre les surintensités et l'avertisseur d'incendie. Cet article s'applique spécifiquement aux bâtiments où des personnes dorment.

Toutefois, lorsqu'un bâtiment n'est pas relié en énergie électrique, les avertisseurs de fumée doivent être alimentés par une pile.

6.13 Déclenchement automatique

Lorsqu'un ou plusieurs avertisseurs ou détecteurs de fumée raccordés à un circuit électrique doivent être installés à l'intérieur d'un logement, il faut que ceux-ci soient reliés électriquement entre eux de façon à se déclencher automatiquement dès que l'un d'eux se met en marche.

6.14 Responsabilité du propriétaire

Le propriétaire du bâtiment doit installer et prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer le bon fonctionnement des avertisseurs et des détecteurs de fumée exigés par la présente section, incluant les réparations et le remplacement lorsque nécessaire, sous réserve des dispositions concernant les obligations du locataire.

6.15 Changement des piles

Le propriétaire d'un immeuble à logement doit placer une pile neuve dans chaque avertisseur de fumée ainsi alimenté lors de la location du logement ou de la chambre à tout nouveau locataire.

6.16 Directives d'entretien

Le propriétaire doit fournir au locataire toutes les directives d'entretien des avertisseurs et des détecteurs de fumée et afficher ces directives à un endroit facile d'accès aux fins de consultation par les locataires.

6.17 Obligation du locataire

Toute personne qui occupe un logement ou une chambre pour une période de six (6) mois ou plus doit prendre toutes les mesures exigées en vertu de la présente section pour s'assurer du bon fonctionnement des avertisseurs et des détecteurs de fumée installés à l'intérieur de son logement ou de sa chambre, notamment le changement de pile.

6.18 Avis au propriétaire

Lorsqu'un avertisseur ou un détecteur de fumée est défectueux, le locataire doit en aviser le propriétaire, et ce, sans délai.

6.19 Exclusion

La présente section ne s'applique pas aux établissements qui disposent de surveillants en poste de façon continue, sur chaque étage, où les personnes dorment et/ou reçoivent des soins tels que les hôpitaux ou les centres d'accueil.

Procès-verbal du Conseil de la Municipalité de Saint-François-du-Lac

6.20 Remplacement

Le propriétaire d'un logement doit remplacer tout avertisseur de fumée de plus de 10 ans.

SECTION 7

FEUX EN PLEIN AIR

7.1 Dispositions générales

7.1.1 Interdiction d'allumer un feu

Il est interdit d'allumer, de faire allumer ou de permettre que soit allumé un feu en plein air, de quelque nature que ce soit, sauf dans les cas prévus à la présente section.

Il est interdit de brûler des matières résiduelles à ciel ouvert, même pour les récupérer en partie, sauf dans le cas de branches, d'arbres, de feuilles mortes. Il est interdit de faire brûler des déchets de toute nature, tels que les déchets de démolition ou le bois qui a été traité.

7.1.2 Permis requis avant l'allumage

Avant l'allumage de tout feu en plein air, toute personne doit obtenir un permis directeur du SSI ou son représentant.

Toutes les conditions stipulées sur le permis doivent être respectées. À défaut, le permis de brûlage est annulé.

7.1.3 Responsabilité

Toute personne qui allume, qui permet que soit allumé ou qui se trouve sur le terrain où un feu en plein air est allumé, doit agir de manière à prévenir ou à éliminer toute propagation des flammes.

7.1.4 Fumée

Nul ne peut permettre ou tolérer que la fumée, provenant de la combustion des matériaux utilisés pour un feu en plein air, se propage dans l'entourage de manière à nuire au confort d'une personne habitant le voisinage ou que cette fumée entre à l'intérieur de tout bâtiment.

7.1.5 Extinction d'un feu

Lorsqu'un feu en plein air est éteint par les pompiers, un constat d'infraction sera remis soit à la personne au nom de qui le permis a été émis, du propriétaire du terrain privé sur lequel le feu a été allumé ou de toute personne qui a allumé ou organisé la tenue du feu. La même procédure s'applique pour les feux allumés sans permis.

7.2 Feu de joie

7.2.1 Autorisation et permis

Les feux de joie sont autorisés uniquement si toutes les conditions suivantes sont remplies :

- a) le feu de joie soit une activité prévue dans le cadre d'une fête populaire ou communautaire autorisée par le conseil;
- b) l'organisme ou la personne qui désire faire un feu en plein air ait demandé et obtenu un permis à cet effet auprès du directeur du SSI ou son représentant et s'engage à en respecter toutes les conditions, la demande de permis étant faite sur le formulaire prévu à cet effet.

7.2.2 Conditions d'obtention

Le directeur du SSI ou son représentant émet un permis pour un feu de joie si toutes les conditions suivantes sont rencontrées telles que :

Procès-verbal du Conseil de la Municipalité de Saint-François-du-Lac

- a) l'assemblage des matières combustibles ne puisse atteindre plus de deux (2) mètres de hauteur et l'emprise au sol des dites matières ne puisse excéder quatre (4) mètres de diamètre;
- b) la vitesse du vent permet d'allumer le feu sans risque;
- c) le feu soit situé à une distance minimale de quinze (15) mètres de tout bâtiment, de toute forêt ou boisé et de toute matière ou réservoir de matière combustible;
- d) aucun pneu ou aucune autre matière à base de caoutchouc ne soient utilisés; le combustible utilisé ne soit que du bois exempt de toute peinture, vernis, scellant, enduit de préservation ou de tout autre produit chimique de même nature;
- e) les lieux soient aménagés de manière à ce que le feu de joie soit accessible aux équipements du SSI;
- f) le requérant soit détenteur d'une assurance-responsabilité civile dont la couverture est égale ou supérieure à deux millions (2 000 000 \$) de dollars et démontre que cette assurance couvre les dommages subis en conséquence d'un feu de joie, soit en faisant la preuve qu'il y a une clause expresse de dénonciation du risque dans le contrat d'assurance au moyen d'une attestation à l'effet que le feu de joie est un risque couvert par le contrat d'assurance ou autrement.

7.2.3 Révocation du permis

Le directeur du SSI ou son représentant peut refuser d'émettre un permis ou révoquer un permis déjà émis dans les situations suivantes :

- a) lorsque la vitesse continue ou en rafale du vent excède vingt kilomètres heures (20 km/h);
- b) lorsque la Société de protection des forêts contre le feu (SOPFEU) émet un avis d'interdiction de faire des feux à ciel ouvert dans la région;
- c) lorsque l'état de sécheresse de la végétation environnante représente un danger d'incendie.

7.2.4 Surveillance

Nul ne peut allumer un feu de joie sans avoir obtenu au préalable, l'autorisation d'un pompier qui se trouve sur place. Lorsqu'il n'y a pas de pompier sur les lieux à l'heure prévue pour l'allumage d'un feu, le détenteur du permis doit communiquer avec le SSI afin qu'un pompier soit dépêché sur place pour autoriser l'allumage.

Une surveillance constante du feu doit être faite par une personne adulte et des moyens nécessaires à l'extinction du feu doivent être disponibles à proximité de celui-ci.

7.2.5 Extinction d'un feu, refus

Lorsque le directeur ou son représentant, ordonne qu'un feu soit éteint à cause de la vitesse du vent, de l'ampleur du feu de joie ou pour toute autre raison, nul ne peut s'y opposer ou tenter d'empêcher l'extinction de ce feu.

7.2.6 Extinction d'un feu, constat d'infraction

Si le SSI doit procéder à l'extinction d'un feu de joie, autorisé ou non, un constat d'infraction sera remis à la personne au nom de qui le permis a été émis, du propriétaire du terrain privé sur lequel le feu de joie a été allumé ou de toute personne qui a allumé ou organisé la tenue du feu de joie.

Procès-verbal du Conseil de la Municipalité de Saint-François-du-Lac

7.2.7 Validité

Le permis émis par le directeur ou son remplaçant pour un feu de joie n'est valide que pour la personne ou l'organisme qui en fait la demande et pour la date et l'heure pour lequel il est émis. Ce permis est inaliénable.

7.3 Feux de foyer extérieur

7.3.1 Dispositions générales

Les feux de foyer extérieur sont permis sous réserve des dispositions prévues dans la présente section.

7.3.2 Exclusion

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux feux de cuisson de produits alimentaires sur un gril ou un barbecue ainsi qu'aux feux de foyer allumés sur les terrains de camping, mais sous la responsabilité du propriétaire du camping.

7.3.3 Structure du foyer

Tout foyer extérieur doit respecter toutes les conditions suivantes :

- a) la structure du foyer doit être construite en pierre, en brique ou d'un métal résistant à la chaleur;
- b) l'âtre du foyer ne peut excéder cent centimètres (100 cm) de largeur par cent centimètres (100 cm) de hauteur par soixante centimètres (60 cm) de profondeur;
- c) La cheminée ainsi que l'âtre de tout foyer extérieur doivent être munis d'un pare-étincelles adéquat.
- d) le foyer doit être situé à au moins quatre mètres (4 m) de toute construction, de matières combustibles, d'un boisé ou d'une forêt.

7.3.4 Utilisation des foyers extérieurs

Lorsqu'une personne utilise ou permet que soit utilisé un foyer extérieur toutes les conditions suivantes doivent être respectées :

- a) seul le bois peut être utilisé comme matière combustible;
- b) les matières combustibles ne peuvent excéder la hauteur de l'âtre du foyer;
- c) tout allumage de feu ou tout feu doit être constamment sous la surveillance d'une personne adulte;
- d) toute personne qui allume ou qui permet que soit allumé un feu de foyer doit s'assurer qu'il y ait, sur place, un moyen pour éteindre le feu rapidement, notamment un seau d'eau, un tuyau d'arrosage, un extincteur ou tout autre dispositif semblable.

7.3.5 Fumée

Nul ne peut permettre ou tolérer que la fumée provenant de la combustion des matériaux utilisés pour un feu de foyer, se propage dans l'entourage de manière à nuire au confort d'une personne habitant le voisinage ou que cette fumée entre à l'intérieur de tout bâtiment.

Procès-verbal du Conseil de la Municipalité de Saint-François-du-Lac

SECTION 8 PIÈCES PYROTECHNIQUES

8.1 Définitions

Pour l'application de la présente section, les mots ou expressions utilisés ont le sens suivant :

Feux d'artifice, vente libre : une pièce pyrotechnique qui peut être achetée librement dans un commerce de détail.

Feux d'artifice, vente contrôlée : une pièce pyrotechnique qui ne peut être achetée sans détenir une approbation d'achat délivrée en vertu de la Loi sur les explosifs (L.R.Q. chapitre E-22).

Pyrotechnie intérieure : l'usage d'une ou de pièces pyrotechniques offerte(s) en vente libre ou contrôlée à l'intérieur d'un bâtiment.

8.2 Feux d'artifice, vente libre

Nul ne peut utiliser des pièces pyrotechniques en vente libre à moins de dix mètres (10 m) de tout bâtiment ou dans un rayon de deux cents mètres (200 m) d'une usine, d'un poste d'essence, d'une station-service ou d'un entrepôt où se trouvent des explosifs, des produits chimiques, de l'essence ou autres produits inflammables.

8.3 Conditions d'utilisation

L'utilisation de feux d'artifice en vente libre ou des pièces pyrotechniques à faible risque est autorisée seulement aux utilisateurs âgés de dix-huit ans ou plus.

L'utilisation de pièces pyrotechniques en vente libre est interdite sur le domaine public de la municipalité.

8.4 Feux d'artifice, entreposage

L'entreposage des pièces pyrotechniques en vente libre doit être conforme à la Loi sur les explosifs (L.R.Q. chapitre E-22) et ses règlements.

Dans tous les cas, les conditions suivantes doivent être respectées :

- a) la capacité entreposée ne doit pas dépasser vingt-cinq kilogrammes bruts (25 kg);
- b) toutes les pièces pyrotechniques doivent être entreposées dans un endroit où le public n'a pas accès;
- c) aucune pièce pyrotechnique ne peut être vendue à une personne

Les pièces pyrotechniques en vente libre ne peuvent être mises à feu lorsque la SOPFEU émet une interdiction de feux à ciel ouvert ou que la municipalité décrète une interdiction pour l'utilisation extérieure de l'eau.

8.5 Conditions d'obtention d'un permis de feux d'artifice en vente contrôlée

Le permis d'utilisation de feux d'artifice en vente contrôlée est accordé uniquement dans l'une ou l'autre des circonstances suivantes :

- a) la demande de permis est faite dans le cadre d'une fête populaire ou communautaire autorisée par le conseil et la personne qui fait la demande doit fournir le nom de la personne chargée de l'exécution du feu d'artifice ainsi que la preuve que cette personne est titulaire d'une carte d'artificier valide, attestant sa compétence lorsqu'une ou des pièces pyrotechniques de la classe 7.2.2 (ou F-2) sont utilisées;
- b) lorsque le feu d'artifice est réalisé dans un bâtiment ou un lieu fermé, tel qu'un théâtre, une salle de réunion ou sur une scène extérieure et que le requérant remplit toutes les conditions prévues.

Procès-verbal du Conseil de la Municipalité de Saint-François-du-Lac

8.6 Obligation du détenteur

La personne à qui le permis est délivré doit, lors de l'utilisation de pièces pyrotechniques, respecter les conditions suivantes :

- a) garder sur place, en permanence, une personne titulaire d'une carte d'artificier valide sauf dans les cas où toutes les pièces pyrotechniques utilisées sont comprises dans la classe 7.2.1 (ou F.1) seulement;
- b) s'assurer qu'un équipement approprié soit sur les lieux afin de prévenir tout danger d'incendie;
- c) suivre toutes les mesures de sécurité stipulées dans «Le manuel de l'artificier » de la Division de la réglementation des explosifs du ministère des Mines et des Ressources (Canada);
- d) utiliser des pièces pyrotechniques uniquement aux endroits et dans les circonstances prévus et autorisés par le directeur du SSI ou son représentant; lesquels sont spécifiés au permis;
- e) être détenteur d'une assurance responsabilité civile dont la couverture est suffisante pour couvrir les éventuels dommages, et ce, en fonction de la valeur marchande du lieu utilisé et faire la preuve d'une clause de dénonciation expresse du risque dans le contrat d'assurance par une attestation de l'assureur à cet effet ou autrement.

8.7 Validité du permis

Le permis d'utilisation de pièces pyrotechniques est incessible et n'est valide que pour la personne ou l'organisme au nom duquel il est émis.

8.8 Permis

Lorsque toutes les conditions ont été réunies et que le SSI est d'avis que le spectacle peut être tenu à l'endroit indiqué, le service émet un permis stipulant les conditions dans lesquelles le spectacle peut avoir lieu.

8.9 Conditions d'utilisation des grands feux d'artifice et des pièces pyrotechniques à effet théâtral

La personne à qui une autorisation est délivrée pour l'usage de grands feux d'artifice ou pour l'usage de pièces pyrotechniques à effet théâtral doit, lors de l'utilisation de telles pièces pyrotechniques, effectuer un tir d'essai, sur demande de l'autorité compétente, avant le moment prévu pour le feu d'artifice.

8.10 Pyrotechnie intérieure

L'utilisation de pièces pyrotechniques en vente libre ou en vente contrôlée à l'intérieur d'un bâtiment est interdite sauf si une demande est faite au SSI et qu'un permis est délivré à cet effet après que la personne aura démontré à la satisfaction du service :

- a) qu'il est un artificier qualifié (carte d'artificier valide);
- b) que les mesures de sécurité et le tir de pièces pyrotechniques sont conformes au document «Pyrotechnie, manuel des effets spéciaux » de la Division de la réglementation des explosifs du ministère des Ressources naturelles (Canada) pour la pyrotechnie intérieure;
- c) que le bâtiment ou la pièce où se produit le spectacle possède un nombre suffisant d'issues de secours;

Procès-verbal du Conseil de la Municipalité de Saint-François-du-Lac

- d) que les corridors de déplacement et les accès aux issues sont libres de tout encombrements qui pourraient ralentir le flot d'évacuation;
- e) que les équipements d'extinction sont conformes aux directives du SSI;
- f) que le nombre de personnes n'excède pas le nombre permis par calcul de la capacité de la salle;
- g) que la scène, les rideaux, les tentures ou autres sont d'une matière incombustible ou traitée pour la rendre incombustible.

SECTION 9 GAZ COMPRIMÉS

9.1 Gaz comprimés, localisation

Sauf pour les extincteurs portatifs, il est interdit de placer les bonbonnes et les bouteilles de gaz de la classe 2 tel que le propane, le butane, l'acétylène, sans être limitatif à ces produits:

- a) dans les issues ou les corridors d'accès à l'issue;
- b) à l'extérieur, sous les escaliers de secours, les escaliers, les passages ou les rampes d'issues;
- c) à moins d'un mètre (1 m) d'une issue, d'une sortie d'air ou de toute ouverture du bâtiment ;
- d) à l'intérieur de tout bâtiment d'habitation ou tout bâtiment attaché à un bâtiment d'habitation, à l'exception des bouteilles d'une capacité égale ou inférieure à 500 millilitres liquides (17 onces).

9.2 La soupape de décharge

La soupape de décharge de toute bouteille de propane alimentant un bâtiment doit être orientée de manière à ce que le gaz s'en échappant ne soit pas dirigé vers :

- a) une quelconque partie de la bouteille, d'une bouteille adjacente ou de la tuyauterie;
- b) un élément quelconque de la structure de tout bâtiment se trouvant à proximité;
- c) une issue ou toute ouverture d'un bâtiment se trouvant à proximité.

9.3 Sécurité

Les bouteilles de gaz comprimé amovibles doivent être solidement fixées à l'aide d'une sangle ou d'une chaîne de sécurité si les bouteilles ne sont pas dans une cage d'entreposage.

SECTION 10 BOUTEILLE ET RÉSERVOIR DE GAZ PROPANE

10.1 Installation des bouteilles et des réservoirs de gaz propane

La présente section vise toutes les bouteilles et tous les réservoirs de gaz propane d'une capacité de 45,3 kg (100 livres) et plus, destinés à l'alimentation en gaz d'équipements tels que des appareils de cuisson, de chauffage, de climatisation, etc...

Procès-verbal du Conseil de la Municipalité de Saint-François-du-Lac

10.2 Application

Toute nouvelle installation ainsi que tout remplacement ou tout ajout de bouteilles et/ou réservoirs à une installation existante est assujettie à la présente section.

10.3 Déclaration

Déclaration de travaux obligatoires de la part des installateurs et fournisseurs de gaz propane;

- a) Avant toute nouvelle installation, ainsi que tout remplacement ou ajout de réservoirs et/ou bouteilles, la firme responsable d'effectuer les travaux doit en aviser le SSI par écrit.
- b) L'avis de travaux doit comprendre les éléments suivants : Nom et coordonnées de la firme exécutant les travaux, responsable du dossier, l'objet des travaux, la date prévue de réalisation des travaux, nom du client et adresse de réalisation des travaux.

10.4 Normes applicable

Toute installation ou modification apportée à une installation existante doit être conforme à la norme CAN/CSA-B149.1-05 « Code d'installation du gaz naturel et du propane » et doit être effectuée par une firme détenant une licence de la Régie du bâtiment du Québec portant le numéro 4235.

10.5 Protection contre les chocs

Tout réservoir ou bouteille installé à proximité d'une voie de circulation doit être protégé adéquatement contre tout choc mécanique.

10.6 Entreposage des bouteilles

Les cages destinées à l'entreposage des bouteilles de 9,07 et 13,61 kilogrammes (20 et 30 livres) de gaz propane, aux fins de vente ou d'échange doivent être conformes aux normes en vigueur.

10.7 Dérogation à la présente section

Lorsque les distances d'installation prescrites pour les réservoirs et bouteilles de gaz propane ne peuvent être respectées, le directeur ou son représentant se rendra sur les lieux à la demande de l'installateur et pourra, s'il le juge acceptable, accorder une dérogation quant à la distance du (des) réservoirs ou de la (des) bouteilles par rapport aux bâtiments.

Cette dérogation peut être accordée uniquement dans le cas où l'installation projetée peut se faire dans le respect des objectifs de protection incendie visés par le présent règlement en matière d'installation des bouteilles et des réservoirs de gaz propane. Les objectifs sont les suivants :

Procès-verbal du Conseil de la Municipalité de Saint-François-du-Lac

- a) Soustraire les bouteilles et les réservoirs de gaz propane à l'exposition directe des flammes;
- b) Réduire les effets du rayonnement thermique sur ces dernières;
- c) Accroître le niveau de sécurité pour les divers intervenants et le public;
- d) Assurer une efficacité accrue de l'intervention au niveau du bâtiment

10.8 Obligations des compagnies de remplissage

Toute compagnie offrant le service de remplissage de réservoirs de propane sur le territoire de la municipalité doit fournir au SSI la liste de ses clients qui possèdent des réservoirs de 45,3 kilogrammes et plus (100 livres et plus). Les informations fournies doivent comprendre en plus des adresses des clients, le nombre de réservoir ainsi que leur volume en propane. Minimale, cette liste doit être mise à jour au 31 décembre de chaque année.

SECTION 11 BORNES D'INCENDIE

11.1 Dispositions générales

11.1.1 Espace libre

Un espace libre d'un rayon d'au moins un virgule cinq mètre (1,5 m) doit être maintenu autour des bornes d'incendie pour ne pas nuire à leur utilisation.

11.1.2 Construction

Il est interdit à quiconque d'ériger toute construction de manière à nuire à l'utilisation ou à la visibilité d'une borne d'incendie.

11.1.3 Neige

Il est interdit à quiconque de jeter de la neige ou toute autre matière sur les bornes d'incendie.

11.1.4 Utilisation

Il est interdit à toute personne, autre qu'un employé municipal dans l'exercice de ses fonctions ou toute personne que le directeur du Service des travaux publics autorise, d'utiliser une borne d'incendie pour obtenir de l'eau ou pour effectuer une vérification de pression, sauf dispositions prévues au présent règlement.

11.1.5 Altération

Nul ne peut, de quelque manière que ce soit, modifier, altérer ou enlever une partie d'une borne d'incendie incluant le panneau indicateur.

Procès-verbal du Conseil de la Municipalité de Saint-François-du-Lac

11.2 Bornes d'incendies privées

11.2.1 Système privé

Les bornes d'incendie privées, les soupapes à bornes indicatrices et les raccordements à l'usage du SSI doivent être maintenus en bon état de fonctionnements, visibles et accessibles en tout temps.

11.2.2 Poteau indicateur de bornes d'incendie privées

Un poteau indicateur de borne d'incendie avec pictogramme doit être installé pour indiquer chaque borne d'incendie et être visible des deux (2) directions de la voie publique. Les informations suivantes doivent y apparaître :

- a) le symbole représentant une borne d'incendie;
- b) le fond du panneau doit être de couleur jaune, rétro-réfléchissant;
- c) le numéro de la borne d'incendie;
- d) l'indication en couleur du débit de la borne d'incendie.

11.3 Prises d'eau sèches pour incendie

11.3.1 Espace libre

Un espace libre de toute haute végétation ou obstacle doit être maintenu autour des prises d'eau sèches afin de ne pas nuire à leurs accès ou à leur utilisation.

11.3.2 Construction

Il est interdit d'ériger toute construction de manière à nuire à l'utilisation ou à la visibilité d'une prise d'eau sèche.

11.3.3 Utilisation

Il est interdit à toute personne, autre qu'un employé municipal dans l'exercice de ses fonctions ou toute autre personne que le directeur du service de sécurité incendie autorise, d'utiliser une prise d'eau sèche pour obtenir de l'eau, sauf dispositions prévues au présent règlement.

SECTION 12

MATÉRIEL DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

12.1 Système de gicleurs automatique

12.1.1 Généralités

L'emplacement des dispositifs de contrôle d'un système de gicleurs automatique ainsi que le chemin pour s'y rendre doivent être clairement indiqués au moyen d'affiches.

12.1.2 Emplacement

L'emplacement des raccords siamois ou autres dispositifs analogues doivent être indiqués au moyen d'affiches et leurs accès doivent toujours être dégagés pour les pompiers et leur équipement.

12.1.3 Mise hors de service d'un système de gicleurs

Lors de toute réparation, le propriétaire ou le locataire ou l'occupant d'un bâtiment doit, avant que ne soient entrepris quelques travaux sur un réseau de protection incendie ou qu'un réseau ne soit mis hors service, informer le SSI dans les vingt-quatre (24) heures précédant le début des travaux ou de la mise hors service du réseau.

Procès-verbal du Conseil de la Municipalité de Saint-François-du-Lac

Le propriétaire, le locataire ou l'occupant d'un bâtiment doit également informer le SSI de la fin des travaux ou de la remise en service du réseau dans les vingt-quatre (24) heures.

12.1.4 Accessibilité et entretien

Les vannes de contrôle de chaque zone protégée par un système de gicleurs doivent être clairement identifiées ainsi que le chemin pour s'y rendre.

12.1.5 Connexion entrée gicleur

La connexion pour l'entrée des gicleurs doit être compatible avec les tuyaux du SSI (filets 2.5 pouces QST).

12.2.1 Extincteurs portatifs

Tout propriétaire ou occupant d'une unité d'habitation où est installé un appareil de chauffage à combustible, doit avoir à sa disposition un extincteur portatif fonctionnel de type polyvalent (ABC), d'un volume minimum de deux virgule deux kilogrammes (2,2 kg), installé près d'une issue sur le même étage.

12.2.2 Autres risques

Les bâtiments, installations, sites ou véhicules comportant un risque d'incendie, doivent être équipés d'extincteurs portatifs choisis et installés conformément à la norme NFPA 10 «Normes concernant les extincteurs d'incendie portatifs».

12.2.3 Classe K

Des extincteurs de classe K doivent être prévus pour les risques comportant un potentiel d'incendie mettant en cause des agents de cuisson tels que les huiles et graisses végétales et animales. La distance de parcours entre le risque et les extincteurs ne doit pas dépasser 9,15 mètres (30 pieds).

12.2.4 Entretien

Les extincteurs portatifs doivent être entretenus annuellement selon la norme NFPA 10.

SECTION 13

DÉTECTEURS DE MONOXYDE DE CARBONE

13.1 Installation

Un détecteur de monoxyde de carbone conforme à la norme CAN/CSA-6.19-01, «Détecteurs de monoxyde de carbone résidentiels» doit être installé :

- a) dans chaque résidence où un poêle à bois, foyer ou tout genre d'appareil de chauffage fonctionnant avec un combustible est utilisé;
- b) dans toute résidence où l'on retrouve des ateliers utilisés pour la réparation d'outils ou appareils domestiques fonctionnant à combustion et où ces appareils peuvent être mis en marche pour la réparation et/ou l'ajustement de ces appareils;
- c) dans toute résidence où un garage est directement relié à la résidence et où l'on peut faire démarrer ou fonctionner un véhicule moteur, que ce soit pour le laisser réchauffer ou le sortir du garage.

Procès-verbal du Conseil de la Municipalité de Saint-François-du-Lac

13.2 Disposition transitoire

Dans un bâtiment existant, tout détecteur doit être installé et en état de fonctionnement dans un délai de six (6) mois suivant l'entrée en vigueur du présent règlement.

SECTION 14 ACCÈS AU BÂTIMENT

14.1 Clefs

Les bâtiments à risque élevé et très élevé, tels que définis au Schéma de couverture de risque en incendie, dont l'accès requiert une clef, peuvent être munis d'une boîte à clefs autorisée par le Service de sécurité incendie.

La boîte à clef doit minimalement posséder les caractéristiques suivantes :

- a) la serrure de la boîte doit être compatible avec la clef Abloy que détient le Service de sécurité incendie pour l'ouverture des boîtes à clef;
- b) la clef servant à ouvrir la boîte doit être conçue de manière à ne pouvoir être reproduite.

SECTION 15 APPAREILS DE CHAUFFAGE

15.1 Appareils de chauffage à combustibles solides

15.1.1 Généralités

Il est interdit d'installer ou de maintenir en opération toute installation d'appareil de chauffage à combustibles solides non conforme aux exigences de la présente section.

Toute installation non conforme aux prescriptions de la présente section doit être modifiée ou enlevée dans un délai de six (6) mois de l'entrée en vigueur du présent titre.

Toute nouvelle installation d'un appareil de chauffage à combustibles solides doit être conforme aux prescriptions du «Code de construction du Québec – Chapitre I, Bâtiment», et «Code national du bâtiment Canada 2005» et des normes suivantes telles qu'elles existent au moment de l'entrée en vigueur du présent règlement :

- a) CSA B365-F10 «Code d'installation des appareils à combustibles solides et du matériel connexe»;
- b) CSA A405-M87 (R2000) «Conception et construction des foyers et cheminées en maçonnerie»;
- c) CSA B139-F09 «Code d'installation des appareils de combustion au mazout»;
- d) CSA B366.1-F11 «Appareils à combustibles solides pour chauffage central»;
- e) ULC-S627-00 «Standard for Space Heaters for Use with Solid Fuels»;
- f) ULC-S610-M87 «Norme sur les foyers à feu ouvert préfabriqués»;
- g) ULC-S628-93 «Standard for Fireplace Inserts».

Aucun appareil de chauffage à combustibles solides ne peut être installé dans une maison mobile, à moins qu'il ne réponde aux exigences de la norme «CSA B365-F10» telles qu'elles existent au moment de l'entrée en vigueur du présent règlement.

Procès-verbal du Conseil de la Municipalité de Saint-François-du-Lac

Tout appareil de chauffage à combustibles solides, y compris ses accessoires, doit être situé à au moins un mètre (1 m) d'un panneau alarme incendie, d'un panneau de distribution électrique et d'une canalisation incendie.

15.1.2 Interdiction

Aucun appareil de chauffage à combustibles solides ne peut être

- a) dans une pièce ou un local dont la plus petite dimension horizontale est inférieure à trois mètres (3 m) et dont la hauteur est inférieure à deux mètres (2 m);
- b) dans un espace servant à l'entreposage de matières inflammables ou combustibles;
- c) dans tout bâtiment dont les dimensions ne permettent pas l'installation d'un tel appareil de chauffage.

Aucun appareil de chauffage à combustibles solides, y compris ses accessoires, ne doit être installé sous un escalier ou à moins d'un mètre (1 m) d'une issue.

15.1.3 Matières combustibles

Aucune matière combustible ne doit être placée à moins d'un virgule 2 mètres (1,2 m) d'un appareil à combustibles solides à moins que cet appareil ait été installé conformément aux prescriptions de la présente partie ou soit entouré d'un écran ou d'une construction incombustible.

15.1.4 Appareil de chauffage électrique

Les installations de chauffage électrique doivent être dégagées de quinze centimètres (15 cm) de toutes matières combustibles.

15.1.5 Appareil de chauffage à combustible solide extérieur

L'appareil doit être homologué, installé selon les exigences du fabricant et de l'assureur, sinon à plus de quinze mètres (15 mètres) de toutes matières combustibles.

15.2 Cheminées

15.2.1 Nettoyage

Le propriétaire, le locataire ou l'occupant d'un bâtiment comportant une cheminée raccordée à un foyer ou un appareil de chauffage à combustibles solides doit faire nettoyer cette cheminée au moins une (1) fois par année ou aussi souvent que nécessaire de manière à ce qu'elle soit propre et exempte de tout dépôt de suie ou de créosote.

SECTION 16

FAUSSES ALARMES ET AUTRES DISPOSITIONS

16.1 Définitions

Fausse alarme

S'entend de la mise en marche d'une alarme incendie pour laquelle il n'existe aucune preuve qu'un incendie, ait eu lieu dans, sur ou à l'égard d'un bâtiment ou tout lieu; et comprend notamment :

- a) Le déclenchement d'un système d'alarme incendie pendant son installation ou sa mise à l'essai;

Procès-verbal du Conseil de la Municipalité de Saint-François-du-Lac

- b) Le déclenchement d'un système d'alarme incendie par un équipement défaillant ou inadéquat;
- c) Le déclenchement d'un système d'alarme incendie par des conditions atmosphériques, des vibrations ou une panne de courant;
- d) Le déclenchement par erreur, sans nécessité ou par négligence d'un système d'alarme incendie par l'utilisateur;
- e) Le déclenchement d'un système d'alarme, suite à des travaux de réparation ou de construction, notamment, mais non limitativement par des procédés de moulage, du soudage ou de la poussière.

Incendie

Feu destructeur, d'intensité variable, qui se produit hors d'un foyer normal de combustion dans des circonstances souvent incontrôlables et qui peut produire un dégagement de fumée.

Lieu protégé

Un bâtiment, une construction, un ouvrage, protégé par un système d'alarme.

Système d'alarme

Dans un lieu protégé situé sur le territoire de la municipalité, tout appareil, ou dispositif destiné à avertir de la présence d'un incendie.

Utilisateur

Toute personne physique ou morale qui est propriétaire ou occupant d'un lieu protégé ou qui est responsable d'un système d'alarme protégeant ce lieu.

16.2 Responsabilités

16.2.1 Responsabilités de l'utilisateur

L'utilisateur ou l'un de ses représentants doit se rendre sur les lieux et s'y trouver dans les vingt (20) minutes suivant le déclenchement de l'alarme aux fins de donner accès aux lieux protégés pour en permettre l'inspection et la vérification intérieure, pour interrompre l'alarme ou rétablir le système s'il y a lieu. Tout défaut de respecter cet article constitue une infraction imputable à l'utilisateur, en sus de toute autre infraction au présent règlement.

16.2.2 Autorité de faire cesser une alarme de plus de vingt (20) minutes

En l'absence de l'utilisateur ou de son représentant, une personne chargée de l'application du présent règlement peut prendre, aux frais de l'utilisateur d'un système d'alarme, les dispositions nécessaires pour faire cesser l'alerte sonore ou lumineuse dont l'émission dure depuis plus de vingt (20) minutes consécutives suivant le déclenchement de l'alarme.

16.2.3 Requête de réparation

Lorsque les pompiers se rendent sur les lieux suite à une alarme et qu'ils constatent qu'il s'agit d'une défectuosité du système d'alarme ou que le système s'est déclenché pour une raison qui semble inconnue sur le moment, ils peuvent remettre à l'utilisateur une requête en réparation du système d'alarme.

L'utilisateur est tenu de faire réparer le système d'alarme dans le délai inscrit sur la requête par un technicien ayant une licence appropriée et valide de la Régie du bâtiment du Québec. En outre, il doit être en mesure de démontrer que la réparation a été effectuée.

Le défaut de se conformer à cette exigence constitue une infraction en vertu du présent règlement.

Procès-verbal du Conseil de la Municipalité de Saint-François-du-Lac

16.2.4 Avis

Si le directeur du SSI ou son représentant, chargé d'étudier les circonstances de l'alarme conclut qu'il s'agit d'une première fausse alarme incendie, mais qu'elle n'est pas reliée à une défectuosité du système d'alarme, il peut émettre un avis au lieu d'un constat.

SECTION 17 VENDEUR ITINÉRANT

17.1 Vendeur itinérant en matière de sécurité incendie

- a) Tout vendeur itinérant en matière de sécurité incendie voulant faire de la sollicitation sur le territoire de la municipalité, devra obtenir une autorisation du SSI, en fournissant les renseignements suivants :
 - I) la demande d'autorisation doit être accompagnée d'une copie du permis émis en faveur du demandeur sous l'autorité de la loi sur la protection du consommateur (L.R.Q.C. P-40.1);
 - II) les accréditations nécessaires;
 - III) la preuve d'assurance responsabilité;
 - IV) aux fins de référence, trois noms de municipalité;
 - V) une description détaillée des services offerts.
- b) Seulement sur présentation de cette autorisation, le permis de vendeur itinérant lui sera accordé par l'instance municipale.
- c) Lorsque le service offert au consommateur est l'inspection et l'entretien d'extincteur, la norme NFPA-10 « Norme concernant les extincteur d'incendie portatifs » devra être respectée.

Le SSI se réserve le droit d'inspecter les équipements vendus et/ou utilisés.

SECTION 18 RESPONSABILITÉ DU PROPRIÉTAIRE, DU LOCATAIRE, DE L'OCCUPANT OU DU MANDATAIRE

18.1 Responsabilité

Sauf indication contraire, le propriétaire, le locataire, l'occupant ou le mandataire de l'une ou l'autre de ces personnes est responsable du respect des dispositions du présent règlement.

SECTION 19 INFRACTIONS ET PÉNALITÉS

19.1 Contravention

Toute contravention au présent règlement constitue une infraction.

19.2 Émission des constats

Le Conseil municipal désigne le directeur incendie ou tout officier municipal comme autorité compétente à émettre les constats d'infraction pour toute infraction au présent règlement, selon les descriptions à l'article 19.3.

Un agent de la paix peut, si une entente existe avec la Sûreté du Québec à cet effet, émettre les constats d'infraction.

Procès-verbal du Conseil de la Municipalité de Saint-François-du-Lac

19.3 Infraction

Quiconque contrevient à l'une des dispositions du présent règlement, commet une infraction et est passible, en plus des frais, d'une amende.

Toute personne, utilisateur, qui enfreint l'une ou quelconque des dispositions de ce règlement, excepté la section 6, commet une infraction et est passible d'une amende maximale de cinq cent dollars (500 \$) et de pas moins de deux cent cinquante dollars (250 \$).

Pour une récidive dans les douze (12) mois suivant l'infraction, le montant maximal prescrit ne peut excéder mille dollars (1000 \$) et pas moins de cinq cents dollars (500 \$).

Si l'infraction est continue, elle constitue, jour par jour, une offense séparée et l'amende édictée pour cette infraction peut être infligée pour chaque jour que dure l'infraction.

19.4 Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

Une demande de dispense de lecture a été demandée puisqu'une copie du projet de règlement a été remise au moins deux (2) jours avant l'adoption dudit règlement à tous les membres du conseil.

16-12-215

16. Rénovation pour la caserne – Acceptation du conseil municipal de la Municipalité de Saint-François-du-Lac

CONSIDÉRANT que la Régie d'incendie, a besoin de l'accord de toutes les municipalités membres, afin de faire les démarches pour la rénovation de la caserne;

CONSIDÉRANT qu'il a été confirmé que nous n'obtiendrons pas de subvention pour la construction d'une nouvelle caserne;

CONSIDÉRANT par contre, qu'il est possible de demander une subvention pour la rénovation de la caserne, et que la direction régionale du MAMOT peut aider la Régie d'incendie pour compléter une demande d'aide financière;

EN CONSÉQUENCE,

Il est proposé par le conseiller Réjean Gamelin

Appuyé par le conseiller Daniel Labbé

Et résolu unanimement par le conseil (*Monsieur le maire n'exerce pas son droit de vote*)

QUE le préambule ci-dessus fait partie intégrante de la présente résolution;

D'AUTORISER la Régie d'incendie à faire les démarches nécessaires pour la rénovation de la caserne actuelle;

DE DEMANDER à la Régie d'incendie d'effectuer une demande d'aide financière pour cette rénovation.

16-12-216

17. Clôtures et branchement du panneau au terrain de balle – Paiement aux loisirs

CONSIDÉRANT que Les Entreprises d'électricité D.A. Inc. et Clôture Expert, ont émis leurs factures au Comité des loisirs, concernant le branchement du panneau de pointage et l'installation des clôtures au terrain de balle;

CONSIDÉRANT que la municipalité doit émettre un chèque au nom du Comité des loisirs, au total de 25 269,82 \$ incluant les taxes applicables (925,55 électricité et 24 344,27 \$ clôtures), afin qu'il puisse émettre leurs paiements aux fournisseurs;

Procès-verbal du Conseil de la Municipalité de Saint-François-du-Lac

EN CONSÉQUENCE,

Il est proposé par le conseiller Jean Duhaime

Appuyé par le conseiller Réjean Gamelin

Et résolu unanimement par le conseil (*Monsieur le maire n'exerce pas son droit de vote*)

QUE le préambule ci-dessus fait partie intégrante de la présente résolution;

DE PAYER un montant de 25 269,82 \$ au Comité des loisirs de Saint-François-du-Lac;

D'AUTORISER l'engagement des présentes dépenses;

D'AFFECTER au poste budgétaire 02-701-90-970 « Subvention – Comité loisirs » les crédits suffisants afin de donner plein effet à la présente résolution.

16-12-217

18. Invitation auprès de firmes d'ingénieurs – Demande de soumission pour les plans et devis ainsi que la surveillance des travaux pour une partie du rang Saint-Jean-Baptiste

CONSIDÉRANT que le MTQ nous a confirmé que le pavage d'une partie du rang Saint-Jean-Baptiste peut être admissible à une aide financière pouvant atteindre un maximum de 50 % des coûts de réalisation du projet;

CONSIDÉRANT que le MTQ a besoin de savoir le coût total des travaux afin de nous confirmer le montant réel de la subvention;

CONSIDÉRANT qu'une demande de soumission auprès de firmes d'ingénieurs est nécessaire pour la réalisation des plans et devis, pour obtenir un prix pour la surveillance des travaux, et obtenir des prix par les entrepreneurs intéressés à soumissionner concernant ledit projet;

EN CONSÉQUENCE,

Il est proposé par le conseiller Jean Duhaime

Appuyé par le conseiller Réjean Gamelin

Et résolu unanimement par le conseil (*Monsieur le maire n'exerce pas son droit de vote*)

QUE le préambule ci-dessus fait partie intégrante de la présente résolution;

D'INVITER au moins deux (2) firmes d'ingénieurs ou plus, pour soumissionner concernant la réalisation des plans et devis et le coût de surveillance des travaux, pour le pavage d'une partie du rang Saint-Jean-Baptiste.

16-12-218

19. Marina Mr. B. Inc. – Autorisation pour présenter une demande d'obtention de certificat d'autorisation auprès du Ministère de l'environnement

CONSIDÉRANT que la Marina MR.B. Inc. doit faire une demande de certificat d'autorisation pour des travaux dans le littoral, pour l'ajout de nouveaux quais, auprès du Ministère du Développement Durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les Changements Climatiques (MDDELCC);

CONSIDÉRANT qu'une autorisation du conseil municipal est nécessaire afin de présenter ladite demande;

EN CONSÉQUENCE,

Il est proposé par le conseiller Réjean Gamelin

Appuyé par le conseiller Daniel Labbé

Et résolu unanimement par le conseil (*Monsieur le maire n'exerce pas son droit de vote*)

QUE le préambule ci-dessus fait partie intégrante de la présente résolution;

D'AUTORISER la Marina MR.B. Inc. à présenter sa demande auprès du ministère;

QUE ladite autorisation est valide seulement pour une demande d'obtention d'un certificat concernant l'ajout de nouveaux quais et pour mettre à jour le nouveau nom de la marina, soit Marina MR.B. Inc. au lieu de M. Jacques Banville.

Procès-verbal du Conseil de la Municipalité de Saint-François-du-Lac

20. CORRESPONDANCES GÉNÉRALES

La secrétaire-trésorière fait la lecture de la correspondance générale reçue durant le mois et le conseil municipal autorise la secrétaire-trésorière à classer ladite correspondance aux archives de la municipalité ainsi que toute autre correspondance, le cas échéant.

21. AFFAIRES NOUVELLES

Aucun point à ajouter aux affaires nouvelles pour ce mois-ci.

22. RAPPORT DES COMITÉS

- M. Jean Duhaime, conseiller, donne rapport de l'OMH
- M. Daniel Labbé, conseiller, donne rapport de la Coop de santé

16-12-219

23. COMPTES À PAYER

COMPTES À PAYER DE LA SÉANCE DU 12 DÉCEMBRE 2016

CH #	FOURNISSEURS	MONTANT
6087	AA Propane inc. (Propane garage municipal)	147.17
6088	Accommodeur St-François (Essence)	159.76
6089	Allard Lisette (Commission 5% du 01 juillet au 31 décembre 2016)	282.00
6090	Ally Mercier S.E.N.C. (Services juridiques constats)	840.75
6091	Aquatech (Honoraires professionnels)	2 203.69
6092	BC2 Groupe Conseil Inc. (Honoraires - Relevés d'arpentage)	4 024.13
6093	Buffets Frédéric enr. (Les) (Réceptions des fêtes)	310.43
6094	Buropro Citation (Fournitures de bureau)	276.48
6095	Cardin Brigitte (Remb. Marie-Eve, Rachel et Laurence Desmarais)	171.01
6096	Cherbourg sanitaire et emballage (Produits centre communautaire)	327.89
6097	Éditions Juridiques FD (Mise à jour - Code municipal)	77.70
6098	Entreprises Pierreville ltée (Location machinerie)	3 308.41
6099	Entreprises d'électricité D.A. inc. (Les) (Entretien luminaires de rues)	1 011.10
6100	Équipements Raydan (Location d'équipements)	239.80
6101	Fonds de l'information foncière (Droit de mutations - Novembre 2016)	36.00
6102	Fournier Marco (Remboursement pour Antoine et Florence)	68.75
6103	Gamelin Ghislaine (Entretien ménager - Décembre 2016)	360.00
6104	Génicité (Plan d'intervention-Avancement)	10 232.78
6105	Groupe Environex (Analyse d'eau usée - Octobre)	145.21
6106	Maxxum Gestion d'actifs (Auscultation de chaussées)	4 024.13
6107	MRC Nicolet-Yamaska (Travaux de cours d'eau)	1 637.81
6108	Patrick Morin (Pièces et accessoires)	517.30
6109	Pavage 132 / 9254-8965 Qc (Rapiéçage)	4 646.72
6110	Plante Yves (Remboursement pour Méridith)	67.50
6111	Plante Catherine (Remboursement pour Ozalée)	19.50
6112	Régie d'incendie Pierreville (Interv. 18 route 143)	681.75
6113	Régie I.A.E.P. (Quote-part eau -Décembre 2016)	9 155.58
6114	Régie de gestion des matières résiduelles (Collecte de feuilles 2016)	350.00
6115	Frédérique Trottier (Remboursement pour Édouard Lefebvre)	67.50
6116	Ville de Sorel-Tracy (Ouverture de dossier)	160.00

Procès-verbal du Conseil de la Municipalité de Saint-François-du-Lac

6117	Yelle Pierre (Remb. dîner comm. et déjeuner avec bénévoles)	87.62
6118	Piché Paul (Allocation cellulaire - Décembre 2016)	25.00
6119	Ferme Alexis Senc. (Déneigement chemins d'hiver - 1/5)	17 246.25
6120	Dufault Gérard (Déneigement édifices)	1 518.00
6121	Régie de gestion des matières résiduelles (Quote-part déc. 2016)	13 464.00
6122	Pavage 132 / 9254-8965 Qc (Travaux Haut-de-la Rivière)	2 899.38
6123	Entreprises Clément Forcier inc. (Les) (Location machinerie)	7 639.44
	TOTAL DES CHÈQUES	87 841.61

COMPTES DÉJÀ PAYÉS

CH #	FOURNISSEURS	MONTANT
6076	Office de tourisme de Nicolet-Yamaska (Publicité Ponton)	264.44
6077	Lien maison de la famille (Le) (Cotisation 2016)	250.00
6078	Entreprises d'électricité D.A. inc. (Travaux centre communautaire)	3 441.16
6079	Comité des Loisirs (Location machinerie - Equipement Forcier)	1 442.94
6080	Opération Nez Rouge Nicolet-Bécancour (Contribution 2016)	100.00
6081	Groupe Environex (Analyse d'eau usée - Novembre)	140.44
6082	Aquatech (Honoraires professionnels-Décembre)	2 203.69
6083	Crédit-Bail RCAP inc. (Location photocopieur-3 mois)	617.42
6084	Société canadienne des postes (Frais postal - Rapport du maire)	123.02
6085	Lachapelle Ghislaine (Remboursement - Achat de livres)	337.62
6086	Ministère des Affaires Municipales (Remb. comp. taxes 2016)	1 612.00
PPA	Hydro-Québec (Electricité usine - novembre 2016)	3 033.07
PPA	Télu Mobilité (Cellulaire Marcel - Novembre 2016)	68.99
PPA	Croix Bleue Médiavie (Assurance collective - Décembre 2016)	1 709.71
PPA	Caisse (Cap.-Int. prêt 2 règl. #02-2010-Aqueduc Lachapelle)	18 656.94
PPA	Ministère du Revenu du Québec (DAS prov. - Novembre 2016)	5 384.81
PPA	Receveur Général du Canada (DAS féd. - Novembre 2016)	2 004.23
	TOTAL DES CHÈQUES	41 390.48

DÉBOURSÉS NOVEMBRE 2016

Salaires novembre 2016	20 208.68
TOTAL DES DÉBOURSÉS	20 208.68

Il est proposé par le conseiller Jean Duhaim

Appuyé par le conseiller Daniel Labbé

Et résolu unanimement par le conseil (*Monsieur le maire n'exerce pas son droit de vote*)

QUE ces comptes soient acceptés et payés par la municipalité;

D'AFFECTER les postes budgétaires concernés;

COMPTES À PAYER DE LA SÉANCE DU 12 DÉCEMBRE 2016;

La secrétaire-trésorière certifie qu'il y a des crédits suffisants au budget 2016 et au budget 2017 à venir aux fins pour lesquelles les dépenses ci-dessus mentionnées sont engagées par la municipalité ainsi que pour les dépenses engagées par résolution dans le présent document.

Procès-verbal du Conseil de la Municipalité de Saint-François-du-Lac

24. Période de questions

- OMH
- Coop de santé
- Séance du budget
- Services hospitaliers de Nicolet

25. Conclusion

16-12-220

26. Levée de la séance

Après réponses aux contribuables,
Il est proposé par le conseiller Jean Duhaime
Appuyé par le conseiller Daniel Labbé
Et résolu unanimement par le conseil :

DE LEVER la séance à 21h05.

Pierre Yelle
Maire

Peggy Péloquin
Secrétaire-trésorière